

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(99)/ST/12
1er décembre 1999

(99-5245)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Troisième session
Seattle, 30 novembre - 3 décembre 1999

Original: anglais

ÉTATS-UNIS

Déclaration de M. Daniel Glickman Secrétaire à l'agriculture

Au nom des États-Unis, qui accueillent et président la troisième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, je vous souhaite à tous la bienvenue à Seattle. Je vous remercie tous pour votre participation à cette Conférence et à sa mission historique.

Je voudrais par ailleurs féliciter et remercier M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, les membres du Secrétariat, les gouvernements de l'État de Washington et du King County, ainsi que toute la ville de Seattle pour le travail difficile qu'ils ont accompli pour préparer cet événement.

LE BILAN DE CINQ DÉCENNIES

Alors que nous sommes réunis ici aujourd'hui, notre regard se porte sur l'avenir puisque nous allons lancer le premier cycle de négociations multilatérales depuis la création de l'OMC. Notre regard se tourne aussi vers le passé, c'est-à-dire les 50 années qui se sont écoulées depuis le jour où les États-Unis se sont associés à 22 autres nations pour fonder le GATT.

Au cours de ces cinq décennies, nous avons œuvré ensemble - chacun d'entre nous avec nos propres objectifs à l'esprit; mais aussi autant que possible conscients d'avoir une mission plus large à remplir, celle d'assurer l'avantage mutuel, la prospérité partagée et la consolidation de la paix. Ce que nous avons accompli est remarquable.

- Nous avons réduit de 90 pour cent les droits de douane, et élargi notre programme aux restrictions quantitatives, aux normes techniques, aux subventions, aux marchés publics, à la propriété intellectuelle, à l'agriculture, aux normes sanitaires et phytosanitaires, aux services et au règlement des différends.
- Le nombre de Membres s'est accru, passant de 23 si l'on considère les membres originels du GATT à 135 aujourd'hui, ce qui a permis d'étendre l'application des principes du système commercial - marchés ouverts, transparence et primauté du droit - au monde entier.
- De ce fait, nous avons offert aux populations de toutes les nations un ensemble sans précédent de possibilités de croissance, de prospérité et de confiance en l'avenir.

En cherchant à atteindre ces objectifs, nous avons tous dû prendre des décisions difficiles. Une économie ouverte signifie concurrence; et concurrence signifie changement et adaptation au changement. Chacun de nous a la responsabilité d'accompagner une politique d'ouverture commerciale d'un engagement dans le domaine de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'ajustement. Mais chacun d'entre nous peut aussi constater que l'évolution de la situation au cours des 50 dernières années a presque toujours été positive.

Depuis la création du GATT, et avec l'ouverture progressive de l'économie mondiale, le commerce mondial a été multiplié par 15. La production économique mondiale a été multipliée par six et le revenu par habitant a presque triplé. Et, par conséquent, les conditions de vie se sont améliorées presque partout dans le monde.

Pendant la même période, la croissance économique a contribué à stimuler le progrès scientifique, la santé et l'éducation se sont améliorées, l'espérance de vie a augmenté de 20 ans, la mortalité infantile a diminué des deux tiers et le spectre de la famine a commencé à s'éloigner.

Et, lors de la crise financière de ces deux dernières années, le système commercial a prouvé sa valeur d'une autre manière. La solidité du système commercial fondé sur les règles, à un moment où les difficultés et les tensions économiques étaient grandes, nous a tous aidé à éviter la spirale protection/rétorsion qui avait aggravé la dépression des années 30. Le système commercial a contribué à garantir aux pays touchés les débouchés nécessaires pour s'engager sur la voie de la reprise, à protéger les agriculteurs et les exportateurs de produits manufacturés dans le monde entier, y compris aux États-Unis, et à éviter les tensions politiques qui peuvent surgir lorsque la crise économique aboutit à des conflits commerciaux.

LES DÉFIS DE DEMAIN

Cinquante ans après la création du système commercial, nous pouvons donc être fiers des travaux que nous avons réalisés ensemble. Mais ce n'est pas parce que nous sommes fiers de l'œuvre accomplie que nous devons sous-estimer les défis et les possibilités qui se présentent à nous lors de cette Conférence ministérielle.

- Prosperité et croissance: possibilité d'ouvrir davantage l'économie mondiale, d'améliorer les conditions de vie des familles et créer de nouvelles possibilités de commerce, de croissance et d'emploi pour la prochaine génération d'agriculteurs, de chefs d'entreprise et de travailleurs.
- Développement: possibilité d'intégrer pleinement les populations du monde en développement et en particulier des pays les moins avancés et faire en sorte qu'ils tirent tous les avantages qu'ils devraient de l'économie mondiale.
- Fin de la guerre froide: possibilité d'aider les économies en transition d'Europe et d'Asie à procéder aux réformes nécessaires à l'intérieur et à trouver des marchés à l'extérieur.
- Révolution scientifique et technologique: possibilité de promouvoir l'innovation et la créativité et de répandre plus rapidement dans le monde les avantages découlant des technologies de l'information, de l'agriculture du XXI^e siècle, des télécommunications et des autres techniques de pointe.
- Qualité de la vie: possibilité de faire en sorte que notre travail sur la politique commerciale complète et favorise dans toute la mesure possible la protection de l'environnement, garantisse la protection et la sécurité des consommateurs et encourage le respect des normes fondamentales du travail internationalement reconnues, comme nous nous y sommes engagés à Singapour il y a trois ans.
- Et réforme institutionnelle: possibilité d'améliorer et d'actualiser les structures institutionnelles du système commercial, pour qu'il continue de bénéficier auprès du public du soutien le plus large possible.

ACCESSIONS

Depuis la dernière Conférence ministérielle, qui a eu lieu à Genève, nous avons eu le plaisir d'accueillir à l'OMC plusieurs nouveaux Membres: la République kirghize, la Lettonie et l'Estonie et nous avons constaté des progrès considérables pour ce qui est de nombreux autres pays candidats de toutes les régions du monde, y compris la conclusion récente d'un accord bilatéral très solide avec le plus grand d'entre eux, la Chine.

Chacune de ces économies a contracté des engagements significatifs d'un point de vue commercial dans tous les domaines, satisfaisant aux critères très rigoureux que nous avons fixés pour nous-mêmes et pour nos partenaires commerciaux. Les résultats contribueront aux réformes intérieures en cours dans chacune de ces nations et les aideront à améliorer leur efficacité économique et leurs perspectives de croissance et seront favorables au système commercial dans son ensemble. Ils nous rapprochent également du jour où l'OMC contribuera pleinement à redonner à toutes les économies en transition la place qu'elles méritent dans l'économie mondiale.

LE NOUVEAU CYCLE DE NÉGOCIATIONS

Parallèlement, alors que nous nous préparions à présider la Ministérielle et qu'un consensus commençait à se dégager en vue du lancement d'un nouveau cycle de négociations, nous avons consacré une grande partie de l'année à mettre au point un programme pour ce cycle.

Nous avons pour objectif un programme de négociations qui soit suffisamment ambitieux pour relever les défis du siècle nouveau et répondre aux priorités absolues de tous les participants, suffisamment ciblé pour aboutir dans un délai raisonnable et capable de donner des résultats à la hauteur des critères fixés par nos prédécesseurs. Si nous approuvons une déclaration ministérielle qui répond à ces exigences, nous pourrions:

- réformer énergiquement le commerce des produits agricoles en abaissant les obstacles au commerce, et en réduisant de manière substantielle les subventions et les autres mesures qui ont des effets de distorsion des échanges. Ainsi, nous pourrions créer des possibilités pour les familles agricoles et les familles d'éleveurs dans le monde entier, favoriser la prospérité dans les zones rurales, accroître la sécurité alimentaire et lutter contre la faim en donnant aux Membres de l'OMC accès à diverses sources de denrées alimentaires aux prix du marché;
- ouvrir encore le commerce mondial des services et des produits industriels, ce qui contribuera à promouvoir la croissance à l'échelle mondiale et permettra à davantage de nations d'accéder à de nouvelles technologies, de trouver de nouveaux débouchés dans le monde et de créer des emplois rémunérateurs;
- examiner les questions fondamentales de la facilitation des échanges et des douanes pour faire en sorte que le commerce se déroule de manière aussi ordonnée et aussi aisée qu'il le devrait compte tenu des technologies de pointe actuelles;
- relever les défis du XXI^e siècle, notamment en garantissant que le commerce électronique se développe aussi librement et aussi rapidement que possible et en faisant en sorte que les agriculteurs et les éleveurs puissent utiliser les produits de la biotechnologie approuvés suivant des processus réglementaires transparents, fondés sur des données scientifiques et opportuns et que les consommateurs aient accès à des produits sûrs et sains;
- promouvoir le développement à l'échelle mondiale, en ouvrant plus pleinement les marchés aux produits provenant en particulier des pays les moins avancés et en

offrant une assistance technique beaucoup plus importante pour que tous les Membres puissent respecter leurs engagements, utiliser l'OMC et son mécanisme de règlement des différends selon qu'il convient et mieux tirer parti des possibilités d'accès aux marchés;

- garantir le développement durable, en ouvrant le commerce dans des domaines comme ceux des produits et services environnementaux qui améliorent la protection de l'environnement et en éliminant les subventions préjudiciables à l'environnement, comme les subventions à l'exportation de produits agricoles et les subventions aux pêcheries qui contribuent à la surcapacité;
- créer un groupe de travail des liens entre le commerce et les normes du travail fondamentales; et
- faire en sorte que l'OMC elle-même s'adapte à un monde plus ouvert et plus démocratique, en améliorant la transparence et l'accessibilité au public à tous les niveaux de l'Organisation.

Il s'agit d'un programme vaste, ambitieux et réalisable. Ici, à Seattle, nous pouvons lui donner de l'élan en obtenant des résultats précis dans les domaines de l'accès aux marchés et de la transparence des marchés publics et en prolongeant le moratoire sur l'application des droits de douane aux transmissions électroniques, ce qui nous mettra sur la voie du succès. Et, lorsque les négociations du nouveau cycle commenceront, nous pourrons aller de l'avant, persuadés que nous sommes sur la bonne voie. Nous sommes fiers de ce que nous avons accompli, nous voyons clairement les possibilités qui s'offrent actuellement à nous et nous regardons l'avenir avec confiance et espoir.

CONCLUSION

La concrétisation de ces espoirs est une responsabilité qui nous incombe à tous. Les États-Unis œuvreront lors de la présente Conférence ministérielle et dans le cadre des travaux futurs pour que nous réussissions. Ensemble, nous tournerons une page, mettant un terme à 50 années de coopération et de réalisations et nous entamerons un nouveau demi-siècle de progrès, de croissance et de consolidation de la paix.
